



**HAL**  
open science

## Le temps arrêté

Malika Rahal

► **To cite this version:**

Malika Rahal. Le temps arrêté: Un pays sans histoire. Algérie, 2011-2013. Ecrire l'histoire, 2013, 12, pp.27-36. 10.4000/elh.331 . hal-01317160

**HAL Id: hal-01317160**

**<https://hal.science/hal-01317160>**

Submitted on 18 May 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Le temps arrêté

## Un pays sans histoire. Algérie, 2011-2013

À la mémoire d'Henri Alleg.

« *Y'a rien après le 5 juillet [1962] mon ami !* »

L'HISTOIRE CONTEMPORAINE de l'Algérie est marquée, du point de vue de son historiographie, par une rupture profonde au moment de son indépendance, en 1962. Avant cette date, et en particulier pour la période coloniale (1830-1962), la production historique est relativement importante,

et se renouvelle régulièrement<sup>2</sup>. Concernant la postindépendance, la nature des travaux d'historiens change radicalement. En quantité, tout d'abord, puisque les ouvrages traitant de cette période et signés par des historiens (travaillant en règle générale hors du pays) se comptent sur les doigts de la main. En qualité également, puisque bien souvent ils prennent la plume de l'essayiste, du journaliste, du politiste ou du fin connaisseur du pays<sup>3</sup>. Il est significatif qu'aucune thèse portant sur la postindépendance

Malika Rahal, CNRS/IHTP – Institut d'histoire du temps présent.

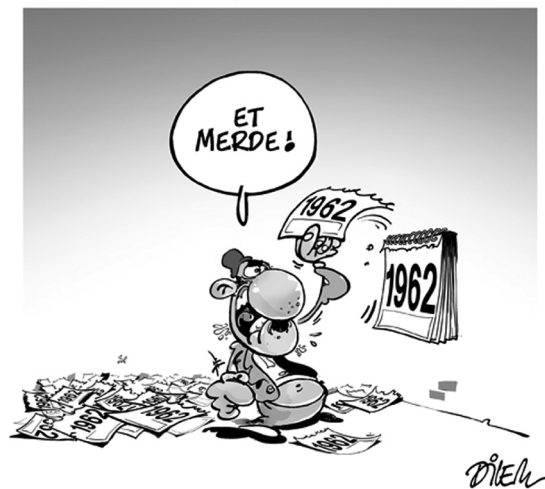
1. Yasmina Khadra, *La Part du mort. Une enquête du commissaire Llob*, Gallimard (Folio policier), 2005, p. 244.
2. Voir notamment une des publications à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance qui permet de prendre la mesure de cette historiographie: Abderrahmane Bouchène, Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari Tengour, Sylvie Thénault, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale, 1830-1962*, Paris/Alger, La Découverte / Barzakh, 2012, 720 p.
3. Voir Martin Evans, John Phillips, *Algeria. Anger of the Dispossessed*, Londres, Yale University Press, 2007, 352 p.; Hugh Roberts, *The Battlefield Algeria, 1988-2002. Studies in a Broken Polity*, Londres / New York, Verso, 2003, 402 p.; John Ruedy, *Modern Algeria. The Origins and Development of a Nation* [1992], Bloomington, Indiana University Press, 2005, 2<sup>e</sup> éd. rév., 325 p.; Benjamin Stora, *La Guerre invisible. Algérie, années 90*, Presses de Sciences Po, 2001, 125 p.

ne soit menée dans le département d'histoire d'une université algérienne <sup>4</sup>.

De façon générale, les publications ne permettent aucune accumulation du savoir – ou la définition de corpus de sources réutilisables par d'autres collègues – ni l'ouverture de directions de recherche suscitant le développement de débats historiographiques <sup>5</sup>. Les chercheurs sont donc dans l'incapacité de produire un récit historique pour le grand public, à propos d'une période sur laquelle il n'existe pas non plus à proprement parler d'histoire officielle. Autrement dit, il n'existe pas de récit(s) cadre(s) pour y adosser les souvenirs des témoins, alors même que la demande sociale de la part des jeunes générations nées dans la guerre civile des années 1990 est de plus en plus puissante <sup>6</sup>, et que les remémorations et les commémorations informelles de cette période commencent à perler, notamment par le biais des réseaux sociaux.

Pour les chercheurs travaillant sur l'histoire contemporaine de ce pays, 1962 c'est donc la fin de l'histoire : fin de l'histoire entendue dans son sens

## LES ALGÉRIENS S'APPRÊTENT À CÉLÉBRER LE NOUVEL AN



Caricature d'Ali Dilem, parue dans Liberté, le 31 décembre 2012.

millénaire, du point de vue des acteurs; et la fin de l'histoire écrite par les historiens. Autrement dit, l'historiographie<sup>7</sup> rejoint ici l'histoire officielle: en Algérie, l'histoire a pris fin le 5 juillet 1962.

4. Pour une discussion plus détaillée, et en anglais, de cette question, voir Malika Rahal, « Fused Together and Torn Apart. Stories and Violence in Contemporary Algeria », *History and Memory*, 2012, vol. 24, n° 1, p. 118-151.
5. Pour une tentative – modeste – de créer un espace d'échange, voir *Textures du temps*, mon carnet de recherche, <<http://texturesdutemps.hypotheses.org/>>, cons. 20 juin 2013.
6. Sur le rapport des jeunes générations à l'histoire, voir Natalya Vince, « Sainly Grandmothers. Youth Reception and Reinterpretation of the National Past in Contemporary Algeria », *The Journal of North African Studies*, janv. 2013, vol. 18, n° 1, p. 32-52. Voir aussi Malika Rahal, « La morale du larynx », *Textures du temps*, 20 déc. 2012, <<http://texturesdutemps.hypotheses.org/497>>, cons. 20 juin 2013.
7. Edward McAllister, « Algeria's Belle Époque (2) Groundhog Day », *Textures du temps*, 22 avr. 2013, <<http://texturesdutemps.hypotheses.org/704>>, cons. 20 juin 2013.

## L'histoire sous tension

Cette absence d'histoire s'explique aisément du fait des contraintes imposées par l'État-FLN<sup>8</sup> qui, dès avant l'indépendance, avait entrepris de faire de l'histoire coloniale – et en particulier de l'histoire de la guerre – un instrument de sa légitimation politique. Elle se comprend également compte tenu des luttes politiques en cours dès la crise de 1962, des conflits internes au FLN pour la prise du pouvoir et de la construction d'un État nouvellement indépendant, avec une succession de périodes toutes très intenses : d'abord l'enthousiasme des premières années de l'indépendance sous la présidence d'Ahmed Ben Bella, puis, après le coup d'État de 1965, la présidence de Houari Boumediène avec la répression de l'opposition et une orientation socialiste clairement marquée à partir de 1971 par la nationalisation des hydrocarbures et la réforme agraire. Les années 1980 furent des années de difficultés économiques, de sortie du socialisme et de révoltes successives. Elles furent suivies par une guerre civile de dix ans dans les années 1990 entre les groupes djihadistes et l'armée, avec la population comme cible ; puis d'une période de sortie de guerre dont le pays émerge à peine depuis quelques mois. Malgré la tension sociale et politique actuelle, avec des émeutes quotidiennes mais localisées, le pays ne semble pas aujourd'hui directement concerné par les « printemps arabes » qui secouent la région.

Ce qui frappe donc dans la chronologie ainsi balayée, c'est la succession de périodes d'urgence pour les acteurs qui les ont vécues, avec des alternances ou des concomitances de ferveur collective et de violence. Sans être pleinement autoritaire, le régime algérien n'est toujours pas une démocratie, et il n'a connu qu'une parenthèse de démocratisation durant les années 1988 à 1992, après les émeutes de la jeunesse violemment réprimées par l'armée en octobre 1988. C'est cette ouverture (*infatah*) – dont on a fait récemment le précurseur des « révolutions arabes » – qui a permis l'expression publique des mémoires concernant la guerre d'indépendance : l'existence d'une presse étonnamment libre par rapport au monde arabe de l'époque et la libéralisation de l'édition ont encouragé la publication de récits individuels offrant enfin des variantes à l'histoire dominante. Mais plus de vingt ans après « Octobre », le curseur demeure bloqué en 1962 ; la génération d'Octobre (celle des émeutiers, nés dans les années 1970) et les suivantes n'ont toujours pas d'histoire, comme si l'absence de temps de stabilité, ou de sérénité, avait empêché le nécessaire retour sur soi en même temps que la réflexion historique.

Dans ce contexte politique, et alors même que les lois concernant le versement des archives des administrations existent – on sait même que certains versements ont lieu –, les archives nationales ignorent l'après-1962 : en l'absence d'inventaire par exemple, comment consulter des documents

8. Le Front de libération nationale, parti unique jusqu'en 1989.

de la période postindépendance? Ces contraintes matérielles ont des conséquences sur la nature de la production. Étant sans doute les seuls historiens à avoir mené, en historiens, des projets franchissant le seuil de 1962, Omar Carlier et James McDougall ont produit des travaux révélateurs<sup>9</sup> : malgré leurs efforts pour recréer la continuité historique par-delà la disparité documentaire, les deux époques (pré- et postindépendance) conservent dans leurs ouvrages des densités narratives – des textures – différentes.

Je mène depuis 2011 un projet de recherche incluant la période de l'Algérie indépendante. Ce travail s'est focalisé progressivement sur les militants du Parti communiste algérien (le PCA, séparé du PCF en 1936 et interdit dès 1962) puis du Parti de l'avant-garde socialiste (le PAGS, créé en 1966 notamment par les anciens responsables du PCA et dissous en 1993) après une phase exploratoire qui a fait l'objet d'un premier article en ligne<sup>10</sup>. Je propose ici un second bilan d'étape sur les conditions de la recherche dans un pays non

démocratique, histoire sans archives publiques, et dans le contexte politique très particulier du Maghreb d'aujourd'hui, où l'impavidité du régime algérien contraste avec le bouillonnement alentour et cache des transformations sociales et politiques imperceptibles pour les médias étrangers, mais d'autant plus importantes à analyser<sup>11</sup>.

### **De la nécessité de labourer le terrain**

Dans cette recherche, le contraste historiographique joue à plein, avec une connaissance du PCA de l'époque coloniale qui, sans être exceptionnelle, est loin d'être nulle<sup>12</sup>, alors qu'aucune recherche n'a spécifiquement porté sur le PCA d'après 1962 ni sur le PAGS, qui en reprend l'héritage à partir de 1966.

Face à cette inégalité documentaire, il a fallu – au moins dans un premier temps – se concentrer sur l'après-1962, afin de « tordre le bâton dans l'autre sens ». En effet, en attendant d'éventuelles archives du PCA pour la période coloniale, d'autres sources

9. James McDougall, *History and the Culture of Nationalism in Algeria. Colonialism, Historical Writing and Islamic Modernism, 1899-2001*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, 266 p. ; Omar Carlier, *Entre Nation et Jihad. Histoire sociale des radicalismes algériens*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1995, 443 p.
10. Malika Rahal, « Comment faire l'histoire de l'Algérie indépendante? », *La Vie des idées*, 13 mars 2012, <[www.laviedesidees.fr/Comment-faire-l-histoire-de-l.html](http://www.laviedesidees.fr/Comment-faire-l-histoire-de-l.html)>, cons. 20 juin 2013.
11. Les entretiens ainsi que les notes de terrain utilisés dans cet article ont été réalisés entre mars 2011 et mars 2013 à Alger, Sidi Moussa, el-Harrach et Dely Brahim; les prénoms mentionnés sont des pseudonymes pour respecter l'anonymat des témoins.
12. Il faut citer un ouvrage un peu vieilli : Emmanuel Sivan, *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1976, 261 p. Ainsi que l'ouvrage général sur l'histoire de la guerre d'indépendance dirigé par un membre du parti qui donne également un éclairage précis : Henri Alleg, Henri-J. Douzon, *La Guerre d'Algérie*, Temps actuels, 3 tomes, 1981, 609 p.

sont d'ores et déjà disponibles, et bien connues des historiens. À commencer par les archives de surveillance policière de la période coloniale, qui représentent une masse considérable de documentation. Alors que du côté du PCA d'après 1962 puis du PAGS, les archives du parti manquent encore, sans pour autant être compensées par des archives d'État. La collecte d'informations et de récits concernant leur devenir constitue donc l'un des fils de mon enquête, pour retrouver les archives centralisées du parti ou des fonds restreints chez des particuliers.

Concernant les archives du parti, le fond vraisemblablement le plus important aurait été constitué à Prague. Pour des raisons de sécurité, le parti aurait en effet envoyé des copies de tous les documents importants à sa délégation à l'extérieur, hébergée par la *Nouvelle revue internationale*<sup>13</sup> (*NRI*). Selon les versions, dans le bouleversement de la révolution de Velours (en 1989), tout, partie ou presque rien de ce fonds aurait été envoyé à Moscou, et le reste détruit par le feu, alors que le bureau du PAGS hébergeait désormais des militants d'autres partis communistes en exil à Prague dont la situation était rendue intenable par la fin du régime communiste tchécoslovaque.

En attendant d'éventuelles recherches à Moscou, seuls les acteurs peuvent conduire à une hypothétique documentation conservée par des particuliers. Or, pour l'heure, presque toutes les pistes

ont conduit à des récits de destructions d'archives. Fondé à la suite du coup d'État qui conduisit Houari Boumediene au pouvoir en 1965, alors que les principaux dirigeants communistes étaient emprisonnés, le PAGS est en effet demeuré en clandestinité jusqu'en 1989 et a fait face à plusieurs épisodes de répression accrue, en 1970-1971, en 1982-1983, puis de nouveau en 1986, jusqu'à la répression d'octobre 1988. Tous les témoins parlent longuement des techniques de destructions d'archives, par le feu, par des processus chimiques comme le lavage au liquide vaisselle ou de façon plus anecdotique par l'ingestion de papier pelure...

Pourtant, beaucoup évoquent, avec la confiance de les trouver, des documents mis en sécurité au début des années 1990 dans des villages, chez des sympathisants, mais dont, de fait, la récupération n'est pas (ou pas encore) possible. Car depuis, ils ont été en quelque sorte « oubliés » : la disparition surprise du PAGS en 1993, l'urgence de la guerre civile, les contraintes de l'exil et le désarroi face à l'assassinat des camarades militants – cibles privilégiées de la violence de la Décennie noire, comme on nomme couramment les années 1990 – ont rendu cette question secondaire. Et bien souvent mon irruption historique amorce un processus de remémoration, d'enquête et de retour des militants sur leur passé.

13. La *NRI* était un organe théorique du mouvement communiste international, fondée à Prague en 1958. Voir Gérard Streiff, *Jean Kanapa, 1921-1978. Une singulière histoire du PCF*, t. II, L'Harmattan, 2002, p. 383.

Mais la difficulté de leur démarche (et donc de la mienne) est immédiatement perceptible au vu des résultats documentaires décevants : un seul des rapports sur papier pelure, dont la rédaction prenait tant de temps aux militants ; et aucun numéro du journal clandestin *Sawt ech-Cha'b* (*SEC*, « La Voix du peuple ») pour la période d'avant la légalisation. Pourtant, *SEC* était le véritable ciment du parti, auquel tous les témoins se réfèrent comme si, bien sûr, je l'avais lu.

La recherche nécessite donc une exploration méthodique du terrain. L'approche micro-historienne est particulièrement adaptée à ce lent labour, permettant de produire des sources orales tout en poursuivant des documents. J'avais donc commencé à m'intéresser à la zone industrielle de Berrouaghia, où une poignée de militants du PAGES sont demeurés comme on demeure sur la ligne de front, malgré la montée de l'islamisme, et jusqu'à ce que les assassinats les fassent fuir et se disperser au début des années 1990.

Lors de ma première rencontre avec Saïd, militant du PAGES, ancien cadre dans le complexe des pompes et vannes de Berrouaghia, il a passé en revue les militants locaux. L'un d'eux avait été assassiné par les islamistes. Un autre vit aujourd'hui au Canada, où tant d'Algériens ont trouvé refuge durant la Décennie noire. Le troisième, m'a-t-il prévenue, « ne va pas accepter de parler » : le jour où ils ont assassiné le copain, raconte-t-il, ils étaient

venus d'abord chez lui. Il s'était caché dans le faux plafond et avait entendu ses enfants être malmenés. L'événement avait laissé des traces. Saïd évoque aussi une camarade « formidable », qu'il connaissait si bien, et dont il a entièrement perdu la trace dans les années 1990 : elle avait connu des bouleversements personnels, un divorce, un déménagement au beau milieu de la tourmente. Saïd, qui lui-même avait quitté Berrouaghia pour sauver sa peau, a cherché à la retrouver, en vain ; et toujours la violence qui coupe tous les liens, comme on me l'a si souvent répété. Au sujet d'un autre, Saïd n'est pas certain qu'il acceptera de parler... Ce jour-là, je ne demande pas pourquoi, appréhendant d'entendre un autre épisode de violence ou un drame de la vie, ou même un conflit de parti. Je commence à me sentir accablée par cette énumération de liens rompus, de destins bouleversés, d'exils et de morts. Mais il en reste d'autres encore dont il faudra retrouver les coordonnées, s'ils sont encore en vie, parce que, après la dislocation du parti, « chacun a fait sa route ».

### **La double catastrophe des communistes**

« La dernière catastrophe », pour reprendre l'expression d'Henry Rousso<sup>14</sup>, c'est donc la guerre civile des années 1990, que tous les entretiens portant sur la postindépendance, quel que soit le sujet, traversent. En suivant les fils qui les relient au passé sur lequel on les interroge, les témoins

14. Henry Rousso, *La Dernière Catastrophe. L'histoire, le présent, le contemporain*, Gallimard (NRF essais), 2012, 338 p.

croisent toujours cet événement qui fait rupture. Et l'entretien devient pour eux l'occasion de retisser les fils de leur existence. Mais on voit aussi apparaître ici ce qui fait la spécificité de l'expérience communiste : *la double catastrophe*. Pour les pagsistes en effet, la guerre civile est précédée de la « disparition » de leur parti <sup>15</sup>. Lorsque l'on sait le choc que furent les transformations des partis communistes dans d'autres pays ainsi que la fin des régimes communistes, on imagine l'ampleur existentielle de l'événement, suivi de près par une violence entre factions dont ils furent, avec d'autres, les victimes.

Au cours de la période complexe qui succède à la sortie de la clandestinité, période vécue douloureusement par de nombreux militants, la direction du parti leur est apparue confuse, dominée qu'elle était par les luttes de pouvoir. Que cette période ait abouti (au sens chronologique) à la guerre civile en accroît le caractère dramatique : combien de leurs anciens camarades sont en exil ou bien sont morts assassinés, combien sont partis et ont été perdus de vue ?

Les douleurs qui resurgissent au cours des entretiens avec les pagsistes ne sont pas liées seulement à la guerre civile, mais également à ce qui précède : cette période angoissante et confuse menant – pour

beaucoup – à la perte du militantisme après des années d'engagement particulièrement intense et coûteux. La difficulté de revenir sur cette période est perceptible à de petites mentions au cours des discussions en marge des entretiens, avec moi ou entre eux : l'appréhension, le mauvais sommeil, les interrogations qui reviennent sur le sens des événements de l'époque, le souvenir des morts, les rêves... Il n'est guère question de l'enthousiasme de la démocratisation dans leurs témoignages : pour eux, la période est celle de la crise du PAGES, qui revient de façon obsessionnelle.

L'un des témoins, ancien membre du comité central, explique l'enjeu et la connexion des deux événements traumatiques : la disparition du PAGES et l'irruption de la violence, sous la forme d'attentats, notamment contre les militants communistes :

S'il y avait eu un parti structuré, jamais le FIS <sup>16</sup> n'aurait fait ce qu'il a voulu. [...] Nous avions des capacités d'organisation et de travail avec d'autres partis, y compris pour changer de pays, avoir des papiers, des boulots fictifs. On avait des capacités y compris s'il fallait s'armer s'il le fallait. Et je me rappelle, après la disparition du parti, ensuite les camarades étaient tirés comme des pigeons. Les camarades étaient tirés comme des pigeons par les islamistes, ou peut-être par d'autres. Quand des camarades fuyaient vers l'étranger, ils ne nous laissaient même

15. Le PAGES, disparu officiellement en 1993, a eu des avatars : et-Tahaddi et le Front de l'Algérie moderne en 1993, puis le MDS (Mouvement démocratique et social) en 1998. Mais beaucoup rejettent la filiation et refusent d'y voir des héritiers du mouvement communiste. Le PADS (Parti algérien pour la démocratie et le socialisme) est, lui, fondé en France parmi les exilés.

16. Le Front islamique du salut, fondé en 1989 avec pour but l'instauration d'un État islamique. Il a été dissous en 1992 par les autorités algériennes.



pas les clés de leur appartement. Parce que ce vous savez, on peut prendre quelqu'un d'Oran et le loger à Tébessa. [...] Aucune organisation de résistance, rien, pour se défendre. Toutes ces structures ont été cassées. Même l'argent et les moyens matériels. Ça a été un drame.

### **Ce que la recherche fait au témoin**

À Alger, j'avais pris contact avec plusieurs anciens cadres. L'un d'eux, Ahmad, né en 1948, avait évoqué son engagement dans le PAGES, et, en tant que militant du parti, au sein de l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA). Par ailleurs, et comme d'autres, Ahmad s'est rapidement mis au service de cette recherche, me mettant en contact avec différents militants algérois et pour m'aider à rechercher la documentation écrite. Il explique son aide par *l'importance* de cette recherche, son *intérêt* historique et politique, que soulignent avec insistance tous les témoins. Son aide me permet de gagner du temps et d'accéder à des témoins qui se seraient certainement montrés méfiants. Il me conduit à certains entretiens, y assistant parfois. Si l'on ajoute à cela qu'il lui arrive de discuter à l'avance du profil politique d'un témoin et que sur le chemin du retour nous échangeons nos impressions et notre cheminement dans l'enquête, son intervention est loin d'être « neutre ».

Au fur et à mesure des discussions, d'autant plus longues que les embouteillages algérois sont remarquables, j'ai progressivement saisi comment Ahmad concevait notre programme d'entretiens : mes interlocuteurs appartenaient aux différents secteurs dont il avait été en charge avant la

disparition du parti dans les années 1990 – le port d'Alger, les mouvements féminins, le secteur médical et certaines régions géographiques. Pour les organiser, il reprenait contact avec des personnes dont il avait été le responsable politique, certaines qu'il n'avait pas revues depuis des années.

Au cours de ces discussions se faisait jour l'intérêt qu'il trouvait à mener avec moi ce travail et l'impact sur lui comme sur d'autres militants qui jouaient également un rôle similaire. Sur la route Moutonnière, alors que nous roulons vers el-Harrach pour un entretien, Ahmad l'exprime avec pudeur : le « retour » vers cette ville ne le laisse pas indifférent. Il y a beaucoup pensé. L'entretien sera pour lui un retour sur son propre passé, une tentative pour trouver les réponses à des questions, vieilles de plus de vingt ans. Profitant de ce que nous nous sommes perdus dans les dédales d'un quartier entièrement transformé depuis l'époque où il le fréquentait, nous poursuivons : Ahmad avait été le responsable du secteur d'el-Harrach, où le parti était particulièrement bien implanté avant sa légalisation. Il connaissait très bien les militants locaux. L'une des questions qui le taraude est de savoir pourquoi le secteur lui a été subitement enlevé : il tente d'inscrire cette décision, douloureuse pour lui, dans l'évolution politique du parti et dans les conflits au sein de la direction tels qu'il les comprend aujourd'hui, mais souhaite avancer encore. Plus récemment, il m'a dit plus explicitement le rôle que joue pour lui ma recherche :

Je me cache derrière toi pour trouver les réponses à mes propres questions.

Et dans cette recherche d'information d'aujourd'hui, parce que je rencontre les uns et les autres, parce les versions et visions des uns informent les questions que je vais poser aux autres, on me charge parfois de messages. Ainsi ce militant, au courant que je mène des interviews au long cours avec Sadek Hadjerès, l'ancien secrétaire général du PAGES :

Et pourquoi la disparition [du parti] ? Ça reste à élucider. Sadek dit c'est la police. Je suis pas d'accord.

Autour de la recherche, c'est toute une sociabilité qui se tisse entre moi et les militants ou entre les militants eux-mêmes. Au retour d'un entretien où ils m'avaient conduite, deux militants étaient en pleine discussion. Il était question, comme toujours, des archives, de la crise du PAGES. Des erreurs ont-elles été commises ? Que comprenaient-ils alors, et maintenant, que comprennent-ils ? Et comment ont-ils vécu après, ceux qui avaient quitté le parti en 1991, 1992 ou 1993, avec le vide laissé dans leur vie par la fin du militantisme et l'absence de parti ? Comment collecter nos archives, et préserver notre patrimoine partisan ? Après quelques minutes de silence, l'un des deux propose :

On pourrait recréer le parti !

Ils rient. Puis l'autre se tourne vers moi :

On te donnerait une carte d'adhérente !

C'est donc dans ces moments, à la périphérie des entretiens, que je crois saisir ce que mon travail fait aux anciens pagsistes. Elle leur permet de revenir

sur un moment douloureux, un moment de rupture, comme pour renouer les fils de la compréhension, du récit et du contact entre eux autour d'un nouveau projet lié à l'histoire de leur parti.

### **Le temps du retour**

Il serait facile de considérer que cette sociabilité n'a pour but que la construction de ma source, l'enregistrement d'un entretien ; qu'elle est un biais, un problème méthodologique qu'il faut contourner ou minimiser. Mais comment faire autrement que de devenir l'anthropologue de ces moments que – peut-être – l'on a soi-même provoqués ? Dans le contexte d'une absence d'histoire et d'une pénurie de connaissance sur la société algérienne contemporaine, l'enquête ouvre une fenêtre d'observation sur une génération militante aux prises avec la réalité du présent.

Car je ne voudrais pas laisser croire que tout cela est lié à ma seule recherche. Il me semble au contraire que l'ouverture de la parole parmi les anciens pagsistes aurait lieu *avec ou sans cette recherche*. Le soulagement de plusieurs d'entre eux lorsqu'ils se voient offrir la possibilité de parler me fait penser que c'était pour eux le moment. Ce que confirme l'épouse d'un militant écoutant une bribe d'entretien et qui s'étonne :

Il y a cinq ans, il ne vous aurait jamais parlé ainsi. Il ne parlait jamais de tout ça.

Ce que confirme également la publication récente des Mémoires d'un ancien responsable

du parti<sup>17</sup>. Autrement dit, *il est temps*. Et que ce temps soit venu me conforte dans l'hypothèse que nous nous sortons tout juste de l'après-guerre, de cette période de sidération qui semble avoir marqué la vie politique et culturelle de l'Algérie depuis la fin de la Décennie noire.

Ces observations renvoient aussi à la nécessaire réflexion sur la position du chercheur au cœur de son travail. Je me dis que, dans quelques années, ma propre recherche sur l'après-1962, loin d'avoir l'insolente hardiesse que je lui prête, semblera être tout simplement venue *en son temps*. Et moi-même j'apparaîtrai alors (assez banalement) comme une enfant de ma génération. Une fille d'Octobre, poussée à franchir le seuil de 1962 non pas par un effet de sa propre audace, mais par la nécessité de son temps, par l'exigence (politique?) du présent<sup>18</sup>.

Tel l'historien ouvrant un carton d'archives pour répondre à une question et découvrant un matériau inattendu qui l'amène sur d'autres pistes, je me suis trouvée au cours de ma recherche dépositaire d'un matériau imprévu. Logé au cœur de l'entretien, et inscrit dans la source produite sous la forme de l'enregistrement, il est parfois d'une autre nature : discussions périphériques, ou sociabilité qui se déploie autour des entretiens, et dont l'historien devient un

acteur. Il prend alors la forme de notes prises à la va-vite dans la voiture ou d'impressions rédigées au jour le jour durant les périodes de terrain.

En d'autres temps, ce matériau, plus anthropologique que strictement historique, aurait été comme un sous-produit, un produit dérivé de la recherche, voire une complication dont on se serait bien passé pour ne voir que les sources. Considérer au contraire que cette matière est une occasion rare pour gagner en profondeur de champ, ouvrant des perspectives sur le présent, sur l'Algérie d'aujourd'hui, et sur la façon dont les acteurs négocient leurs expériences politiques passées, présentes et futures, me paraît indispensable ; néanmoins cette approche nécessite d'assumer à la fois une posture pour moi tout à la fois scientifique et générationnelle, subjective si l'on tient à utiliser ce mot, diasporique, politique.

Michael Cimino disait que chaque cinéaste était un jour confronté à la guerre de sa génération. Comme historienne du temps présent, je me suis trouvée implacablement confrontée à la catastrophe qui est celle de ma génération et qui *n'est pas la guerre d'indépendance*. Dans un pays où l'histoire comme récit, comme imaginaire et comme outil de légitimation politique s'était arrêtée en 1962.

17. Abdel'Alim Medjaoui, *Le Géant aux yeux bleus. Novembre, où en est la Victoire?*, Alger, Casbah Éditions, 2010.

18. Sur la génération d'Octobre et les questions liées à la position des enfants de l'émigration en France dans leur rapport aux « générations algériennes », voir Malika Rahal, « Fille d'Octobre », *Textures du temps*, 6 juil. 2013, <<http://texturesdutemps.hypotheses.org/826>>, cons. 31 août 2013.